

Crédit aux SNF – France • Mai 2019

La forte croissance des crédits à l'équipement se poursuit

- La croissance des crédits à l'investissement aux sociétés non financières poursuit sa progression en mai (+7,1 %, après +7,0 % en avril 2019), toujours portée par la forte dynamique des crédits à l'équipement (+8,2 % inchangé par rapport à avril) et, dans une moindre mesure, par celle des crédits immobiliers (+5,4 %, après +5,3 % en avril).
- La croissance des crédits de trésorerie ralentit légèrement (+6,6 %, après +6,9 % en avril).
- Au total, le taux de croissance annuel des crédits aux SNF s'établit à +6,8 % en mai 2019, après +6,7 % en avril.

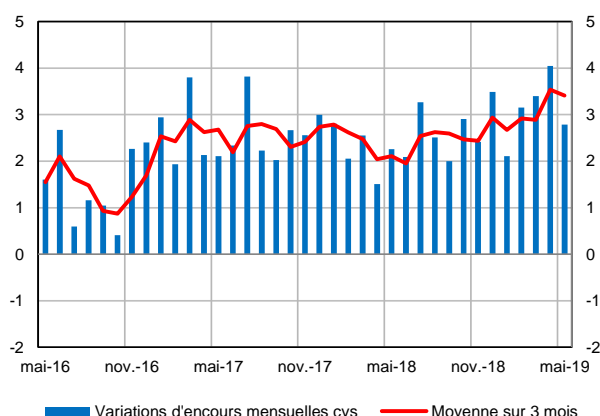
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		Mai-19	Mars-19	Avr-19
Total	1 043	6,4	6,7	6,8
Investissement	738	6,7	7,0	7,1
Équipement	448	7,6	8,2	8,2
Immobilier	290	5,5	5,3	5,4
Trésorerie	244	6,4	6,9	6,6
Autres	61	2,8	2,2	4,1

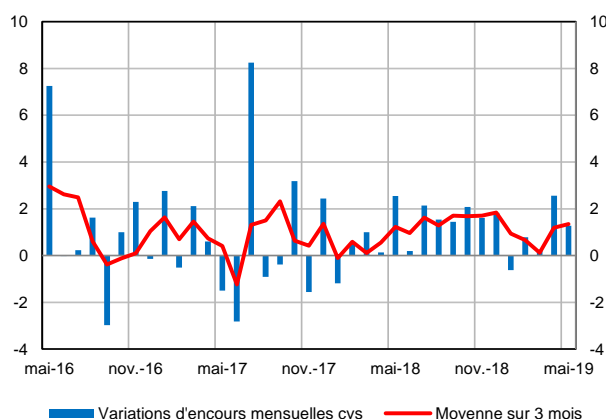
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevalet euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

